

Situation économique et sanitaire avec la pandémie de coronavirus dans l'Océan Indien au 23 juillet 2021 (n°70)

Madagascar

PREVENTION – L'Etat donne un avis favorable à la demande du secteur privé d'importer des vaccins contre la Covid-19



21 juillet 2021



L'importation de vaccins contre la Covid-19 n'est plus l'apanage de l'Etat. Selon une source auprès de l'ordre national des pharmaciens, confirmée par une source auprès du Groupement des entreprises de Madagascar, l'Etat aurait donné un avis favorable à la demande d'importation de vaccins déposée par le secteur privé. « Les détails sont encore en cours de discussions », confient nos sources, interrogées sur le nombre de vaccins à importer ainsi que sur le financement de l'opération ou encore sur les vaccins à importer eux-mêmes.

Dans une lettre envoyée aux autorités en Mai, le Groupement des entreprises de Madagascar avait sollicité l'autorisation de l'Etat pour la mise en place d'un fonds vaccinal privé afin de « permettre rapidement la vaccination des salariés de ses entreprises membres ». Dans son projet, le GEM avait envisagé un partenariat avec l'Association des grossistes importateurs répartiteurs de médicaments (Agrimm) et l'ordre national des pharmaciens (ONP).

Selon le GEM, ces deux organisations « ont le savoir-faire et la capacité d'assurer les tâches qui leur seraient dévolues dans le cadre du projet ». L'Agrimm serait en charge de l'importation et de la répartition des vaccins tandis que les pharmacies d'officine se chargeraient de la vaccination ainsi que du suivi des patients vaccinés. Le GEM a, par ailleurs, assuré que la campagne se fera « dans le respect des bonnes pratiques et loin de toute idée de spéculation sur les produits ».

Lors de la première campagne de vaccination, le GEM a mis en place un centre spécial de vaccination pour les travailleurs en collaboration avec l'Organisation mondiale de la santé (OMS). Des entreprises ont également travaillé avec l'Organisme sanitaire tananarivienne inter-entreprises (Ostie) pour mener une campagne mobile de vaccination.

Une seule dose de Janssen pour tous



19 juillet 2021



Depuis Tana, l'ambassade de France étend sa campagne de vaccination anti-Covid.

Depuis le 15 juillet, les Français de Madagascar peuvent obtenir une seule dose de Janssen. Dès 18 ans. En France, il faut toujours attendre 55 ans.

Depuis Tana, l'ambassade de France installée étend sa campagne de vaccination anti-Covid commencée le 10 mai. Et depuis le 15 juillet, « après accord des autorités sanitaires françaises et du ministère des Affaires étrangères français », elle « concerne (...) les personnes âgées de 18 ans et plus ». Le vaccin mis à la disposition de l'ambassade par les autorités françaises reste le Janssen (Johnson et Johnson) qui a l'avantage de se conserver facilement, et qui nécessite l'injection d'une seule dose. Mais en France, il n'est toujours pas administré aux moins de 55 ans.

Des effets secondaires « très rares » - L'ambassade de France tente de rassurer en rapportant des précisions sur une fiche explicative. On y apprend que l'efficacité du Janssen « est de 85 % contre les formes sévères de Covid 19 (66 % contre les formes modérées) » et que « son efficacité contre le variant sud-africain est une des meilleures parmi les vaccins disponibles actuellement sur le marché. » Ce variant est actuellement présent à Madagascar. Elle tient ensuite à préciser que des effets secondaires « très rares mais sévères ont été observés chez des personnes de moins de 55 ans » et reprend de récentes recommandations.

PREVENTION – Les autorités françaises reconnaissent le vaccin Covishield



17 juillet 2021



Le vaccin Covishield fait désormais partie des vaccins permettant d'entrer sans restrictions en France et ensuite de bénéficier du « passe sanitaire » obligatoire dans certains endroits publics en France. La décision a été annoncée dans un communiqué du Premier ministre français Jean Castex et relayée par la presse française ce samedi.

L'Agence européenne des médicaments (EMA) n'a pourtant pas encore fait entrer le Covishield dans la liste des vaccins qu'elle a reconnus. Mais la France a décidé d'emboîter le pas à une quinzaine d'autres pays d'Europe qui ont décidé d'intégrer le Covishield dans la liste des vaccins qu'ils reconnaissent.

Selon la presse indienne, rapportant les propos des dirigeants des laboratoires Serum institute of India, avec la France, ils sont désormais 16 pays du vieux continent à reconnaître le vaccin Covishield. Il s'agit notamment de l'Autriche, de la Belgique, de la Bulgarie, de la Finlande, de l'Allemagne, de la Grèce, de la Hongrie, de l'Islande, de l'Irlande, de la Lettonie, des Pays Bas, de la Slovénie, de l'Espagne, de la Suède, de la Suisse et donc de la France.

Equivalent du Vaxzevria (vaccin du laboratoire AstraZeneca) produit par Verity Pharmaceuticals et le Serum Institute of India (SII) en collaboration avec AstraZeneca.

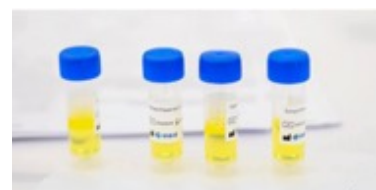
Le schéma vaccinal avec Covishield consiste en deux doses distinctes de 0,5 mL chacune. La deuxième dose doit être administrée entre 4 et 6 semaines après la première dose. Cependant, des données sont disponibles pour l'administration de la seconde dose jusqu'à 12 semaines après la première dose à partir des études réalisées à l'étranger.

Il est recommandé que les personnes qui reçoivent une première dose de Covishield complètent le cycle de vaccination avec Covishield.

Test PCR négatif obligatoire pour tout passager sur les vols de rapatriement vers La Réunion



15 juillet 2021



Le pass sanitaire européen n'est pas valable pour La Réunion. Selon le communiqué relatif au vol de rapatriement organisé par l'ambassade de France le 29 Juillet prochain, c'est le résultat négatif d'un test PCR qui est exigé avant l'embarquement.

Le test doit par ailleurs être effectué par un laboratoire homologué par les autorités. Cette disposition est obligatoire pour tous les passagers, qu'il s'agisse de Français ayant domicile principal sur l'île ou de ressortissants de pays tiers justifiant de motifs impérieux.

A l'arrivée, les passagers sont également soumis à une semaine obligatoire suivi d'un test de contrôle en fin de l'auto isolement. Un certificat de vaccination, quelle que soit la nature du vaccin, n'est donc pas valide à l'aéroport.

Selon le communiqué de l'ambassade de France, le vol du 29 Juillet est organisé en collaboration avec BCD Travel et opéré par la compagnie réunionnaise Air Austral. Il a été autorisé par les autorités malgaches, précise le communiqué.

Le journal des
Archipels
ECONOMIE ET ENVIRONNEMENT DANS L'OCEAN INDIEN

18 juillet 2021



Accords Chine-Maurice : Madagascar pourrait en profiter

L'accord Chine-Maurice devrait avoir une incidence bénéfique directe pour Tamatave par lequel transitent les produits manufacturés à Madagascar vers Port-Louis. (photo DR)

Si les grandes crises créent de nouvelles opportunités, la crise sanitaire et économique actuelle devrait rebattre les cartes pour les ports maritimes de l'océan Indien, et ceux de Madagascar auront tout à gagner dans une vision d'ensemble régional et surtout en s'orientant vers l'Afrique.

Les accords commerciaux récents entre des pays de la région et ceux d'autres continents devraient en effet ouvrir de nouvelles voies de croissance pour les ports malgaches. L'accord commercial de libre échange signé entre la Chine et l'île Maurice en 2018 est entré en application cette année.

L'île Maurice en sera le premier bénéficiaire* avec des facilités sur des droits de douane, mais des pays comme Madagascar où résident des industries mauriciennes, comme dans le textile, pourront en bénéficier. Le volume d'échange commercial entre la Chine et l'île Maurice était de 842 millions de dollars en 2018, avec seulement 37 millions de dollars d'exportation mauricienne vers le géant asiatique.

L'accord devrait ainsi avoir une incidence bénéfique directe pour le port de Tamatave par lequel transitent les produits manufacturés à Madagascar vers Port-Louis. Cette ligne et l'accord cité devraient également dégager des débouchés pour d'autres produits bruts ou semi-finis comme l'agroalimentaire malgache vers la Chine via des manufactures à Maurice qui vont augmenter leurs demandes sur les produits concernés par l'accord avec la Chine : le textile, l'acier et d'autres produits manufacturés. L'énorme demande chinoise sur ces produits est connue et l'accord mis en application récemment est un premier signal pour cette opportunité réelle pour les deux îles de l'océan Indien.

*Maurice bénéficiera d'un accès immédiat en franchise de droits au marché chinois sur quelque 7 504 lignes tarifaires. Les droits de douane sur 723 lignes tarifaires supplémentaires sont progressivement supprimés sur une période de 5 à 7 ans depuis du 1er janvier 2021. Dès cette année, un contingent tarifaire de 50 000 tonnes de sucre sera mis en place progressivement sur une période de 8 ans, avec une quantité initiale de 15 000 tonnes.

Ile de la Réunion

Covid : à La Réunion aussi, le variant Delta progresse



20 juillet 2021



Selon les autorités sanitaires de La Réunion, ce mardi 20 juillet 2021, "les chiffres de ces 3 derniers jours montrent des indicateurs à la hausse".

- 300 nouveaux cas ont été recensés par jour, soit un taux d'incidence à plus de 190/100 000 habitants et un taux de positivité de 5,3 % au 18 juillet
- Une intensification de la circulation liée au variant Delta avec de nouvelles chaînes de transmission locale identifiées lors d'événements familiaux ou festifs à forte fréquentation et ce dans plusieurs communes de l'île,
- Une augmentation des hospitalisations en réanimation et en médecine pour Covid-19.

Ces données rendent compte d'une dégradation sérieuse de la situation sanitaire. Pour la semaine passée du 10 au 16 juillet, si le taux d'incidence apparaît en baisse (154,6/100 000 habitants), cela est artificiel et uniquement lié à la présence d'un jour férié dans la semaine.

Au final, l'évolution de l'épidémie est bien défavorable et il est plus que jamais nécessaire de renforcer les mesures barrière, et de se faire vacciner sans plus attendre, comme l'ont déjà fait 33,7 % de la population qui ont reçu une première injection.

Dix décès

La préfecture et l'Agence Régionale de Santé ont le regret d'annoncer ce 13 juillet 2021 les décès, intervenus au cours des 7 derniers jours, de 10 patients originaires de La Réunion : · 1 personne âgée entre 15 et 24 ans, · 5 personnes âgées entre 65 et 74 ans, · 4 personnes âgées de plus de 75 ans.

Toutes les personnes décédées présentaient des comorbidités constituant des facteurs de risque de forme grave de la maladie. **Aucune ne disposait d'un schéma vaccinal complet.**

Du 10 au 16 juillet, 1 320 cas ont été recensés en 7 jours, avec un taux de positivité stable à 4,2% et un taux d'incidence hebdomadaire en baisse à 154,6/100 000 habitants et un nombre de dépistages en baisse (-9,2%). Ces données ne sont pas représentatives de la dégradation intervenue dans les 3 derniers jours.

Plus de test Covid obligatoire pour les voyageurs vaccinés de La Réunion vers la Métropole



17 juillet 2021



À partir de ce samedi 17 juillet, les voyageurs vaccinés contre la Covid-19 en provenance de La Réunion sont exemptés d'un test PCR 72 avant l'embarquement. Il n'est donc plus obligatoire de faire un test Covid quand un

voyageur avec un schéma vaccinal complet vers la métropole. Cela concerne également les mineurs et l'accompagnant.

Il n'est plus obligatoire d'effectuer un test PCR 72h avant l'embarquement pour un voyageur vacciné de La Réunion vers la métropole.

Quels documents dois-je présenter pour pouvoir embarquer à destination et en provenance de La Réunion ?

A destination de La Réunion, les voyageurs vaccinés doivent présenter :

- ▶ un certificat de schéma vaccinal complet (pour les voyageurs vaccinés),
- ▶ la fiche de contact-tracing,
- ▶ le résultat négatif d'un test RT-PCR réalisé dans les 72 heures avant embarquement.

Les voyageurs non -vaccinés doivent présenter :

- ▶ les justificatifs du motif impérieux de déplacement (pour les voyageurs non vaccinés) disponible [ici](#),
- ▶ la fiche de contact-tracing,
- ▶ le résultat négatif d'un test RT-PCR réalisé dans les 72 heures avant embarquement.

En provenance de La Réunion, les voyageurs vaccinés doivent présenter un certificat de schéma vaccinal complet (pour les voyageurs vaccinés),

- ▶ la fiche de contact-tracing, - **le résultat négatif d'un test RT-PCR n'est plus obligatoire.**

Les voyageurs non -vaccinés doivent présenter : - les justificatifs du motif impérieux de déplacement (pour les voyageurs non vaccinés), - la fiche de contact-tracing, - le résultat négatif d'un test RT-PCR réalisé dans les 72 heures avant embarquement.

Le journal des
Archipels
ECONOMIE ET ENVIRONNEMENT DANS L'OCEAN INDIEN

13 juillet 2021



Port Réunion perd des escales du service MIDAS de CMA CGM

Alors que la situation est à flux tendu, pour ne pas dire catastrophique pour nos îles du sud ouest de l'océan Indien, Port Réunion perd encore des escales du service MIDAS de CMA CGM...

Voici le communiqué rédigé en termes très diplomatiques par la compagnie en date du 7 juillet dernier :

*Afin de maintenir la fiabilité et la ponctualité de ses services, CMA CGM informe ses clients des changements concernant l'escale de Pointe-des-Galets sur notre service **MIDAS 2**.*

Raccourcissant sa durée de rotation de 7 jours, MIDAS 2 escalera directement à Jebel Ali après l'Afrique du Sud.

A compter du m/v EM ASTORIA voy. OMT9HW1MA, la rotation est la suivante : Jebel Ali – Mundra – Nhava Sheva – Durban – Port Elizabeth – Jebel Ali

- *Les importations depuis l'Inde & le Golfe vers Pointe-des-Galets (locales & transbordements) seront possibles via l'Afrique du Sud et/ou l'Océan Indien.*
- *Les exportations depuis Pointe-des-Galets (locales & transbordements) seront possibles via l'Asie du Sud-Est et/ou l'Inde/le Golfe.*

Encore un argument de plus pour une ligne régionale !

Ile de Mayotte

Visa Balladur : l'ambassadrice de France aux Comores plaide pour « la libération des échanges entre les quatre îles »

Jacqueline Bassa-Mazzoni dont le mandat est arrivé à terme ne souhaite pas que la suppression du visa soit une question à aborder, du moins pour l'instant, au cours des discussions bilatérales. La diplomate se montre toutefois favorable à des mesures d'assouplissement des conditions d'entrée à Mayotte pour des motifs impérieux ou des échanges à caractères commerciaux, économiques et scientifiques.



20 juillet 2021

JDM



L'ambassadrice réaffirme la détermination de la France à poursuivre sa coopération avec les Comores (Ici à la résidence de France, le 13 juillet).

La sortie médiatique de l'ambassadrice de France aux Comores n'est pas passée inaperçue. Non pas parce qu'elle demeure la dernière après quatre années passées aux Comores mais par le caractère sec et direct du message livré et qui est analysé à longueur de journées par des observateurs de la vie politique comorienne.

Il y a d'abord cette petite phrase lâchée, le 13 juillet, au cours d'une conférence de presse à sa résidence. Jacqueline Bassa-Mazzoni s'est félicitée de la décision prise par les autorités comoriennes de ne pas faire « *le recours systématique* » aux organisations internationale pour « *mettre la France au pilori* » au sujet de Mayotte, estimant qu'il s'agit là d'une « *sage décision* » .

Une déclaration qui a provoqué un déferlement de propos peu courtois à son égard de la part du Comité Maoré et de cadres comoriens et vivement relayés par les médias. Mais les reproches sont beaucoup plus dirigés contre les autorités nationales qui ont fait « *le choix* » de privilégier un dialogue direct avec la France. Le chef de l'Etat comorien, Azali Assoumani, a lui-même assumé ce choix du dialogue bilatéral, dans son discours du 6 juillet, en expliquant que les discussions menées sous la houlette des instances internationales n'ont pas apporté les fruits souhaités depuis 1975.

Développer les échanges commerciaux, économiques, familiaux et scientifiques

« *La négociation est la seule voie pour aboutir à une solution équitable* », a renchéri, vendredi 16 juillet, son conseiller diplomatique, l'ambassadeur Ahamada Hamadi. « *On peut déplorer une certaine rigidité dans le propos de l'ambassadrice mais on peut la comprendre aussi parce qu'elle est conforme à une loi votée par le parlement français qui instaure un visa pour entrer à Mayotte* », a-t-il souligné.

Et justement sur ce visa, Jacqueline Bassa-Mazzoni a exclu sa suppression mais se montre favorable à son assouplissement notamment pour développer les échanges commerciaux, économiques, familiaux et scientifiques. « *La libération des échanges entre les quatre îles, c'est la clé du succès* », a-t-elle reconnu. « *Je vais laisser des recommandations à mon successeur, je vais laisser des orientations qui peuvent être exploitées et explorées* », a-t-elle annoncé.

La diplomate française a tenu pour autant à faire savoir que l'assouplissement du visa Balladur ne peut se faire que sous certaines conditions notamment « *la réduction de l'écart de développement* » entre les îles et l'implication directe des élus de Mayotte dans toutes les négociations. « *Ça peut être une voie dont on peut discuter ensemble mais tous ensemble avec les élus de Mayotte, car ça ne servirait à rien de promettre des choses si tout le monde n'est pas d'accord* », a précisé Jacqueline Bassa-Mazzoni.

« *Avant de penser à éventuellement faire sauter le visa Balladur ou du moins l'assouplir, je crois qu'il faut travailler à la réduction de l'écart de développement entre les quatre îles, c'est-à-dire entre le 101e département français et les trois*

îles comoriennes » a insisté l'ambassadrice de France pour qui sans ce préalable il ne sera pas opportun de poser la question du visa Balladur sur la table des discussions bilatérales.

« *Tant que Mayotte est asphyxiée par une immigration incontrôlée, par des trafics de toute sorte, par une violence inouïe, sauvage, ça peut polluer les trois îles. On peut trouver des formules mais tant que notre 101ème département continuera à être asphyxié au niveau de l'éducation, au niveau de la santé, cela ne sera pas possible* », a enchaîné Jacqueline Bassa Mazzoni.

L'ambassadrice (la 13^e depuis 1978) se montre préoccupée par les questions socio-économiques, lesquelles permettront, selon elle, de « *construire ensemble un archipel meilleur* ». Elle est notamment revenue sur le Document cadre de partenariat (DCP) signé le 22 juillet 2019, doté d'une enveloppe de 150 millions d'euros et dont la vision est de soutenir les efforts de développement aux Comores. Jacqueline Bassa-Mazzoni annonce « *cinq hôpitaux pilotes* » aux Comores et « *trois lycées d'excellence* » censés appuyer la politique de formation des filières techniques et professionnelle avec comme corollaire « *l'amélioration des conditions de vie de la population et la création d'emplois durables* » dans l'agroalimentaire, les filières de rente et les Petites et Moyennes entreprises (PME).

Au consulat de France à Anjouan, Jacqueline Bassa-Mazzoni faisait ses adieux au personnel.

« *Il y a quatre îles comoriennes géographiquement, je dis bien géographiquement, je ne rentre pas dans le débat de la souveraineté, mais géographiquement ce sont quatre îles qui sont très proches. On a besoin de coopération, on a besoin de relations, on a besoin de s'entraider* », a-t-elle admis. « *Notre rôle, c'est de créer les conditions pour éviter tout ça (les trafics, les drames en mer, Ndlr), il faut accompagner, nous avons des valeurs communes* ».

Les valeurs portées par la France

A une question sur le climat d'insécurité à Mayotte, Jacqueline Bassa-Mazzoni a fait savoir que cela n'entre pas dans ses compétences même si elle a son mot personnel à dire. « *On a un nouveau préfet à Mayotte qui vient de prendre ses fonctions, je ne veux pas interférer, ce n'est pas de ma compétence, je ne veux pas interférer dans son domaine de compétences. Mais cette insécurité à Mayotte, il faut qu'on la combatte, il faut qu'on y travaille, mais ensemble parce que ça peut être contagieux, ça peut toucher les autres îles* », a-t-elle indiqué.

L'ambassadrice s'est montrée satisfaite de son bilan aux Comores dont la réalisation culminante est l'installation d'une centrale solaire de 3 mégawatts au sud de la Grande-Comores mise en place par le Groupe français InnoVent. On notera aussi le projet de mise en place d'une assurance maladie généralisée, le montage d'un projet dans l'agriculture et le développement des filières de rente ou encore le chantier en cours au niveau du système judiciaire comorien.

A l'occasion de la fête du 14 juillet, Jacqueline Bassa-Mazzoni, émue, en a profité pour remercier la chaleur humaine dont elle a bénéficié et rappeler les valeurs portées par la France. « *Ces valeurs de liberté, d'égalité et de fraternité, nous les portons avec fierté* » et d'ajouter que « *chaque peuple quel qu'il soit et quelle que soit sa singularité aspire à ces mêmes valeurs et que celles-ci doivent être respectées en tout lieu car elles sont l'essence de ce qui nous unit, de ce qui forme l'humanité réconciliée* ». L'ambassadrice doit quitter les Comores dans quelques jours. Son successeur est attendu à Moroni au mois de septembre prochain.

Au Conseil Général : Les vice-présidents et présidents de commissions

La séance plénière a permis d'attribuer les présidences thématiques des commissions. Elles seront présidées par les vice-présidents désignés le 1er juillet dernier.

A la Commission Développement économique et Coopération régionale : 5^e vice-présidente déléguée : Mme Bibi Fatima CHANFI



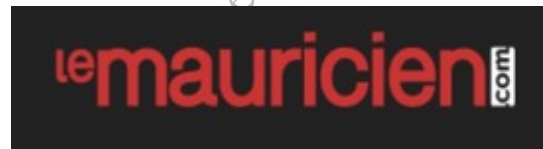
Ile Maurice



Covid-19 : 368 nouveaux cas positifs détectés



20 Juillet 2021



Le ministère de la Santé a enregistré 63 nouveaux cas de Covid-19 provenant de 3 417 tests PCR hier, lundi 19 juillet. De plus, 305 cas positifs ont été détectés dans deux dortoirs, a annoncé la Santé.

Les derniers résultats ont été obtenus tard dans la soirée :

- 27 cas ont été détectés dans les COVID-19 Testing Centre
- 35 cas ont été détectés grâce aux exercices de Contact Tracing en cours. Ces patients étaient déjà en centre de quarantaine au Jour 1.
- 1 cas a été détecté en centre de quarantaine au Jour 7.

Les équipes de Contact Tracing du ministère de la Santé ont également effectué des exercices de dépistage ciblé dans deux dortoirs opérant comme centre de quarantaine et faisant l'objet d'une stricte surveillance sanitaire.

À noter que les résidents de ces dortoirs sont isolés de la communauté locale.

L'exercice de dépistage ciblé a d'ailleurs permis de détecter 305 cas positifs. Les résidents sont tous vaccinés contre la COVID-19.

Cinq d'entre eux présentent de légers symptômes (état fébrile) et les 300 autres patients sont totalement asymptomatiques.

De plus, 2,418 personnes ont contracté la COVID-19 depuis le 5 mars dernier et à hier après-midi, 1,290 d'entre elles, considérées comme guéries, ont pu rentrer chez elles.

Le pays compte à ce jour 1,106 cas actifs de la covid-19.

Dean Ah-Chuen : « Si les voitures se vendent bien, l'économie va bien »



14 juillet 2021

La performance du [secteur automobile](#) se reflète sur la santé de l'économie, observe le Managing Director d'ABC Automobile dans l'entretien qui suit, Dean Ah-Chuen évoque non seulement la situation dans l'industrie automobile

et les stratégies qu'il a mises en place pour relancer la vente, mais commente aussi les grands enjeux économiques liés au redémarrage du tourisme, à la sortie de la liste noire de l'Union Européenne et à la politique du taux de change, notamment.

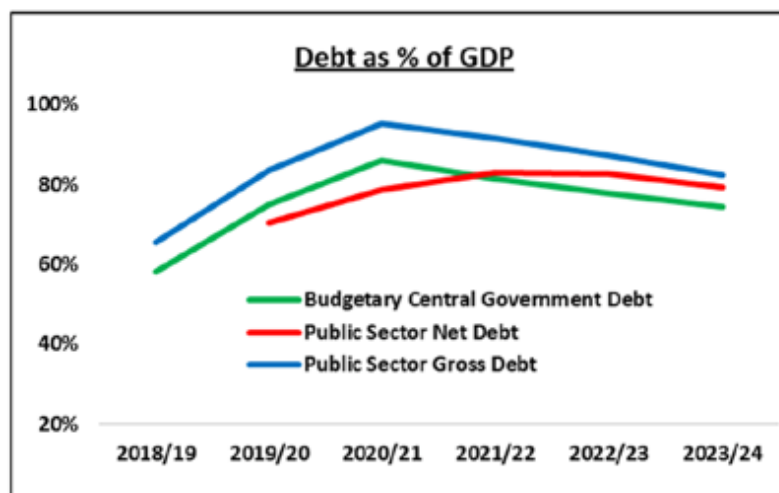
Le secteur automobile n'a pas été épargné par la crise que traverse le pays depuis un peu plus d'un an. Comment s'y prend ABC Automobile pour maintenir le cap ?

Au niveau d'ABC Automobile, il nous a fallu revoir notre business model. Cet exercice s'est traduit par une restructuration de notre organisation pour faire face aux nouveaux défis, mais aussi pour explorer les opportunités. Nous avons également procédé à un réaménagement minutieux de notre capital humain dans l'objectif de sauver les emplois. Je peux dire que nous avons pu rester fidèles à notre devise qui a toujours été Anou manz ar li. Je pense que notre stratégie d'intégration horizontale et verticale, tout en restant accrochés au monde automobile, nous a grandement aidés à maintenir un certain niveau de résilience et de stabilité durant la crise. Notre pôle de véhicules utilitaires (pick-up, vans et camionnettes), de transport en commun et de poids lourds est très complémentaire à notre pôle de véhicules particuliers.

Malgré la crise, le parc automobile a progressé de 3,3 % en 2020. Comment expliquer cette progression dans un contexte économique compliqué ?

Il y a eu, en effet, une progression de 3,3 % du parc automobile, mais en ce qui concerne la vente de véhicules, nous avons constaté une chute de 21 % en 2020 comparativement à 2019 (19 424 contre 24 628). La pandémie nous a appris beaucoup de choses sur la façon dont le marché réagit dans les circonstances particulières, voire anormales. Après le confinement, nous avons eu quatre profils de clients avec des comportements bien définis. D'abord, il y a les sociétés qui ont essayé de retarder le renouvellement de leur flotte depuis plusieurs années et qui sont arrivées à bout. Ensuite, il y a ceux qui se sont dit que ce n'était pas le moment approprié de s'acheter une voiture et que cela pouvait attendre. Puis, on retrouve ceux qui ont réalisé qu'une voiture était devenue une nécessité pour la famille. Et finalement, il y a ceux qui avant la pandémie hésitaient encore à acheter la voiture de leur rêve et qui soudain réalisent qu'ils ne savent plus de quoi demain sera fait.

La dette brute du secteur public à Rs 456,6 Mds en juin 2022



La dette du Budgetary Central Government (BCG) est projetée à Rs 406,6 milliards à fin juin 2022. En pourcentage du PIB, le ratio d'endettement du BCG baissera à 81,3 % contre 85,9 % à fin juin 2021. Selon les estimations, il continuera de baisser à 74,3 % à fin juin 2024.

La dette des entreprises publiques passera de Rs 39,9 milliards fin juin 2021 à Rs 49,9 milliards fin juin 2022, mais il est attendu qu'elle diminuera au cours de l'exercice 2023-2024. La dette brute du secteur public devrait atteindre Rs 456,6 milliards à fin juin 2022.

En pourcentage du PIB, le ratio d'endettement passera de 95 % à fin juin 2021 à 91,4 % à fin juin 2022 et à 82,4 % à fin juin 2024. S'agissant de la dette nette du secteur public, elle s'élèvera à Rs 413,9 milliards à fin juin 2022. Le ratio dette/PIB s'établit à 82,8 % et devrait baisser à moyen terme pour atteindre 79,2 % à fin juin 2024.

Union des Comores

Comores : pour la fête de l'indépendance, le pays veut fédérer autour des Coelacanthes

Il n'y a pas un thème officiel à proprement parler mais l'exploit réalisé par l'équipe nationale de football est mis en avant par les autorités pour marquer les 46 ans de l'indépendance. Un sujet fédérateur, quand d'autres secteurs restent à la peine.



5 juillet 2021

La place de l'Indépendance où auront lieu les cérémonies officielles du 6 juillet.

JDM

no70

La fête nationale du 6 juillet est entièrement dédiée cette année aux Coelacanthes, l'équipe nationale de football qualifiée, pour la première fois, à la Coupe d'Afrique des Nations 2021. Un exploit qui permet ainsi d'inscrire le pays sur le registre de la phase nationale de la plus prestigieuse compétition sportive continentale.

A Moroni, des panneaux d'affichages à grands formats font l'éloge des Coelacanthes au milieu de l'image du président Azali Assoumani qui a fait adhérer les Comores à la FIFA et à la CAF en 2005. L'équipe nationale est devenue le dénominateur commun des Comoriens. Le sport, le football en particulier, fait vivre le slogan « *fier d'être Comorien* » et ravive la flamme de l'unité de la Nation.

Il n'y a pas un bilan officiel présenté à l'occasion de cette 46^{ème} célébration de l'indépendance. La télévision nationale donne ces derniers jours la parole à des cadres pour exprimer leurs opinions sur les acquis et les ratés de l'indépendance. Les déclarations faites sont beaucoup plus des points de vue que de sérieuses analyses de la situation réelle du pays.

« *Les acquis et les ratés* » de l'indépendance

Les uns estiment que l'indépendance était un passage obligé pour sortir du joug colonial et construire un destin purement comorien, ajoutant que cette indépendance reste la marque de fabrique de la fierté comorienne. Les autres y voient une indépendance qui est loin d'apporter les résultats souhaités du fait que le pays reste fortement dépendant de l'extérieur et aujourd'hui confronté à d'immenses difficultés socio-économiques avec un taux de pauvreté estimé à 48% de la population.

Faute d'études sur « *les acquis et les ratés* » de l'indépendance, il sera difficile de faire un bilan exhaustif des 46 ans de l'indépendance. Le pays peut toutefois se vanter d'avoir assuré la gestion de tous les leviers de l'Etat grâce à ses cadres formés dans presque tous les domaines : l'administration publique, l'armée, les télécommunications, le Sport, la Santé, l'Education, la Justice. Les entreprises publiques, le numérique et bien d'autres secteurs sont par ailleurs aux mains de Comoriens.



« Aux Coelacanthes la Nation reconnaissante ». L'un des seuls véritables thèmes fédérateurs mis à l'honneur ce 6 juillet.

Côté éducation, des études récentes montrent une amélioration du taux d'alphabétisation de la population. Le taux de scolarisation est passé de 26% en 1990 à 89% en 2020 avec 76% qui atteignent le lycée contre moins de 11% aux années 1990, selon des données consolidées du ministère de l'Éducation nationale. D'importantes infrastructures scolaires ont été construites grâce à de vastes programmes lancés au milieu des années 1990 et à la loi d'orientation de l'Éducation nationale adoptée en 1994. Le pays se dote d'une université depuis 2003 (avec presque toutes les filières essentielles) et projette une école de médecine, une école doctorale ainsi que d'autres structures de formation dans divers domaines.

« *L'espérance de vie à la naissance s'est améliorée passant de 54 ans en 1991 à 67 ans en 2012* », d'après l'OMS. Le secteur de la Santé connaît toutefois de sérieuses difficultés faute d'investissements pour doter le pays de spécialistes, d'infrastructures modernes et améliorer la qualité des soins dans les différents centres de santé. Conséquence : beaucoup de Comoriens vont ailleurs pour se faire soigner bien que cette tranche de la population représente « *Moins de 26% des personnes qui tombent malades chaque année aux Comores* », d'après un cadre du ministère de la Santé.

Le pays dispose de structures de santé « *tous les 5 ou 10 kilomètres* » mais elles sont sous-équipées en matériels, mal entretenues et manquent d'un personnel qualifié. Le pays a toutefois pu éradiquer totalement plusieurs maladies et autres pathologies ces 40 dernières années dont la tuberculose et le paludisme et assure un taux de couverture vaccinale de plus de 73% de la population contre les épidémies.

L'Union des Comores fait partie des 22 pays africains ayant atteint « *un niveau raisonnable de l'objectif 4* » des OMD (Objectifs du millénaire de développement). Il s'agit de la réduction du taux de mortalité infanto-maternelle. Un indicateur qui passe de 517 (en 1990) à moins de 100 (en 2015) sur 100.000 naissances. Même si l'OMS note que des « *disparités socio-économiques entre les îles, entre les milieux rural et urbain et entre les sexes sont à la base de ces résultats* ».

Une forte dépendance alimentaire

Côté infrastructures, le bilan est encore faible. Le pays dispose d'un réseau routier national estimé à 985 kilomètres mais seulement « *435 km reste en bon état* », soit près de la moitié, alors que d'autres centaines de kilomètres construits dans les années 1980 sont à reconstruire. L'électrification du pays est presque effective avec seulement quelques localités qui n'ont pas été branchées au réseau public. Le pays est toutefois confronté à des crises énergétiques à répétition mais, grâce à un schéma directeur sur l'énergie, il souhaite faire du solaire une alternative durable pour stabiliser la fourniture régulière du courant tout en respectant ses engagements en matière de développement durable.

Par contre, les difficultés d'approvisionnement en eau restent en l'état malgré d'importantes ressources mobilisées ces dix dernières années. Le rêve d'un accès à l'eau pour tous n'est toujours pas au rendez-vous. Le secteur agricole ne se développe pas tout comme celui de la pêche. La dépendance alimentaire est forte, comme l'a d'ailleurs reconnu, vendredi 2 juillet, le ministre de l'Économie, Houmed M'saidie qui affirme que « *90% des produits consommés aux Comores sont importés* ».

Côté télécommunications, le pays a fait un pas de géant grâce à l'arrivée de l'internet en 1998, le cellulaire en 2004, la fibre optique en 2009 et la 3G en 2012. C'est le secteur qui connaît un boom, permettant au pays de développer de nouveaux services dans divers secteurs comme le mobile banking. Les Comores disposaient d'une seule banque commerciale en 1990. Elles sont quatre aujourd'hui avec un important réseau de micro-finance qui assure presque la moitié de l'activité économique nationale.

Le sport, le football surtout, reste aujourd'hui le seul domaine fédérateur avec une relative évolution des infrastructures et des palmarès. Le pays ne disposait d'aucun stade international. Ils sont cinq aujourd'hui. Le pays ne dispose pas d'un stade olympique en bonne et due forme mais il accueille sans difficultés des matchs internationaux et se projette à organiser de grandes compétitions régionales les comme les Jeux des Îles de l'Océan indien. Les Coelacanthes portent aujourd'hui cette fierté comorienne et seront honorés à l'occasion de ce 6 juillet 2021.

Seychelles

Les Seychelles saluent la décision de la France d'assouplir les restrictions de voyage



19 juillet 2021

Air France devrait reprendre la desserte aérienne des Seychelles à partir d'octobre avec deux vols directs sans escale par semaine (Seychelles Civil Aviation Authority).



Le ministre des Affaires étrangères et du **Tourisme** des Seychelles Sylvestre Radegonde, a salué la dernière décision de la France d'assouplir les restrictions de voyage pour ses citoyens.

Depuis le 18 juillet, les voyageurs qui ont été **vaccinés** par un des vaccins recommandés par l'agence européenne des médicaments (Pfizer/ Comirnaty, Moderna, AstraZeneca/ Vaxzevria/ Covishield et Janssen) deux semaines avant le voyage, et qui peuvent présenter un test PCR négatif au départ, peuvent désormais voyager en dehors de la France vers les Seychelles.

"C'est une excellente nouvelle pour nous et, bien que nous restions sur la liste rouge, nous saluons la décision des autorités françaises d'assouplir les restrictions imposées à leurs citoyens qui, ayant pris la responsabilité personnelle et collective de se protéger et de protéger leurs semblables contre le COVID-19, peuvent désormais se rendre aux Seychelles. En tant que destination, nous nous réjouissons de pouvoir souhaiter à nos visiteurs français la bienvenue une fois de plus sur nos côtes", a déclaré le ministre Radegonde.

La France est traditionnellement l'un des principaux marchés touristiques des Seychelles, représentant 11% des 384 204 visiteurs qui ont visité la destination insulaire, en 2019.

À Paris, la nouvelle directrice générale de la division du marketing de destination du département du **tourisme**, Mme Bernadette Willemin, a déclaré que la nouvelle avait été très bien accueillie par les partenaires touristiques français.

"Excellente nouvelle en effet, les nouvelles mesures sont très positives et ont été très bien accueillies. Elles vont certainement redonner confiance au marché parmi les professionnels du **tourisme** et contribuer à garantir de nouvelles réservations pour les Seychelles, tout en assurant des réservations anticipées pour la seconde moitié des vacances d'été."

Air France devrait reprendre la desserte aérienne des Seychelles à partir d'octobre avec deux vols directs sans escale par semaine.

Les vols seront effectués au départ de l'aéroport CDG pendant la saison d'hiver tous les jeudis et samedis, du 23 octobre 2021 au 26 mars 2022, et partiront de Mahé, les vendredis et dimanches.

Le dernier bilan Covid aux Seychelles depuis le début de la pandémie est de 17 541 cas, dont 641 toujours positif et de 86 morts.

Le nombre de nouvelles personnes infectées est en baisse depuis plusieurs semaines.



Située au Nord-Est de Madagascar, la République des Seychelles est un archipel de 115 îles qui compte près de 98 000 habitants, dont les trois quarts vivent sur l'île principale de Mahé. Son Produit Intérieur Brut (PIB), qui s'élevait à 12,3 milliards de dollars en 2020, est le plus élevé d'Afrique. Les Seychelles sont fortement tributaires du tourisme et le changement climatique menace la pérennité de l'économie du pays à long terme.

Situation politique

Indépendante depuis 1976, la République des Seychelles est une démocratie relativement jeune : la première élection présidentielle pluraliste a été organisée en 1993, dans la foulée de l'adoption d'une nouvelle constitution. Le dernier scrutin présidentiel s'est déroulé en octobre 2020, simultanément avec les élections législatives. Pour la première fois depuis l'instauration d'élections démocratiques, il a porté à la présidence de la République un candidat d'opposition, Wavel Ramkalawan. Son parti, le Linyon Demokratic Sesel (« Union démocratique seychelloise »), a également remporté la majorité des sièges de l'Assemblée nationale.

Évolutions et perspectives économiques

À la suite du défaut de paiement du pays sur sa dette souveraine consécutif à la crise économique de 2008, la République des Seychelles s'est engagée dans un programme prudent de réformes qui lui a assuré des progrès considérables en matière de stabilité économique et de viabilité des finances publiques. L'économie nationale a ainsi enregistré une croissance moyenne de 4,2 % par an entre 2009 et 2019.

Le choc économique et social provoqué par la pandémie de COVID-19 a gravement nui à l'économie des Seychelles. La croissance, qui s'établissait à 3,9 % en 2019, s'est effondrée en 2020 avec une contraction de l'économie atteignant -13,5 % en raison des importantes perturbations de l'activité économique, avec notamment une chute de plus de 60 % du tourisme. Le déficit budgétaire s'est creusé pour s'établir à 22,6 % du PIB en 2020, à la suite d'une baisse des recettes et d'une hausse des dépenses liée à la pandémie, mais il devrait être ramené à 15,3 % en 2021. L'économie seychelloise devrait amorcer un redressement progressif en 2021, à la faveur d'une reprise du tourisme et des flux financiers qui en découlent. Faute de mesures d'atténuation, le choc économique généré par la pandémie de COVID-19 risque de frapper plus durement les populations pauvres. En effet, selon une enquête auprès des ménages de 2013, environ six personnes en situation de pauvreté sur dix ont un emploi, et la plupart d'entre elles travaillent dans des activités de services informelles frappées de plein fouet par la crise sanitaire.

Enjeux de développement

Si la priorité immédiate doit consister à endiguer la pandémie et faire face à ses conséquences économiques et sociales en favorisant la reprise, le pays doit aussi remédier à ses problèmes structurels de plus long terme pour pouvoir poser les bases d'une relance solide et résiliente.

Afin d'améliorer le partage de la prospérité, les Seychelles doivent s'efforcer notamment d'accroître la productivité, la participation et les performances de l'économie. Les difficultés pour créer et gérer une entreprise, l'inefficacité de la gestion du secteur public (à l'image du manque de capacités statistiques), les possibilités d'opter pour une approche plus stratégique et durable de la protection sociale ou encore la nécessité d'élargir l'accès à une éducation de qualité et au développement des compétences font partie des principaux enjeux institutionnels. S'y ajoute l'adaptation au changement climatique, à travers notamment le renforcement des systèmes de préparation aux catastrophes et une meilleure gestion des zones côtières.

Afrique et Océan Indien

Le Journal des
Archipels
ECONOMIE ET ENVIRONNEMENT DANS L'Océan Indien

15 juillet 2021



Tamatave et son port ouvert sur la côte Est du pays (photo Jacques Rombi)

La Grande Ile au centre de la connectivité régionale ?

Tamatave demeure le principal port de Madagascar avec plus de 90% des marchandises y transitant pour être distribuées dans toute l'île, mais également pour la majorité des exportations. Les autres ports tiennent un rôle secondaire, notamment ceux du nord et de l'ouest de la Grande Île. Celui d'Ehoala à Fort-Dauphin, initialement dédié à l'exportation d'ilménite pour QMM (Rio Tinto), reçoit, comme Tamatave, Diego Suarez et Nosy-Be, des bateaux de croisières. Mais les choses pourraient changer.

En 2019, Madagascar a reçu 753 navires d'une taille moyenne de 24.400 tonnes, dont 269 navires de vrac (liquide et sec), 147 navires de charge classiques, 35 rouliers, 230 porte-conteneurs et 72 navires à passagers dont des bateaux de croisière. En termes de connectivité, les pays de provenance et de destination des navires qui opèrent sur la Grande Île sont l'île Maurice pour les produits manufacturés, Oman pour du fuel brut importé, Seychelles pour le tourisme, Singapour pour des produits manufacturés, et le Mozambique pour des produits divers. L'Afrique du Sud, la France, la Belgique et les Emirats Arabes Unis qui font entrer des produits manufacturés à Madagascar ferment ce classement.

Le port de Tamatave a dépassé les 260.000 EVP à la fin 2018, avec 2,9 millions de tonnes de volume traité. Géré par la Société de Port Autonome de Toamasina (SPAT), ce port est en cours d'extension avec l'agence japonaise JICA pour une livraison totale en 2025.

Cette relative performance laisse une marge de croissance à Madagascar sur le secteur maritime par rapport aux autres îles de l'océan Indien. Plusieurs projets d'infrastructures conditionnent le développement de ce secteur afin de multiplier le volume d'échanges de Madagascar avec l'étranger : routes, ports secondaires, infrastructures logistiques comme le stockage et les ports secs, hôtels, ...

Accélérer les investissements en infrastructures de transports

Madagascar a exporté 2,64 milliards de dollars de marchandises en 2019, contre 3,92 milliards de dollars d'importation. Ce déficit de 1,28 milliard de dollars oblige le pays à accélérer ses investissements en infrastructures de transports afin d'acheminer plus rapidement les produits d'exportation vers les ports.

L'Agence Portuaire, Maritime et Fluviale (APMF), qui gère pour le compte de l'Etat toutes les infrastructures et les opérations du transport maritime et fluvial, a finalisé la Politique nationale du Transport maritime (PNTM) en 2020. Cette politique appuie la connectivité prônée au niveau de la Commission de l'Océan Indien (COI) afin d'augmenter les échanges commerciaux entre les îles, tout en s'ouvrant aux marchés asiatiques et africains.

Par nos correspondants permanents à Madagascar : Liva Rakotondrasata et Tsisoa R.

15 juillet 2021



Pour soutenir leurs programmes de relance, les dirigeants africains appellent à une 20^e reconstitution ambitieuse des ressources de l'Association internationale de développement

Treize chefs d'État et des chefs de gouvernement africains ont conclu aujourd'hui leur sommet d'un jour à Abidjan, fermement résolus à accélérer la reprise économique afin de surmonter les chocs de la pandémie de COVID-19, d'augmenter les investissements dans le capital humain et de redoubler d'efforts pour créer des emplois. Pour les accompagner dans cette entreprise, ils ont plaidé pour une 20^e reconstitution substantielle des ressources de l'Association internationale de développement (IDA-20).

Dans une déclaration commune approuvée pendant la réunion, les chefs d'État et de gouvernement ont rappelé le rôle décisif de la reprise économique, de la création d'emplois et des investissements dans le capital humain — y compris l'élargissement de l'accès aux vaccins — pour aider les populations à surmonter les chocs de la pandémie, sortir de la pauvreté extrême et bâtir un avenir plus résilient et inclusif.

*« Le processus de financement, qui commence à Abidjan cette semaine, se terminera à la fin de cette année avec une politique et des instruments de financement pour soutenir des projets spécifiques dans les 74 pays IDA au cours des trois prochaines années. L'objectif de cette 20^e reconstitution des ressources de l'IDA est de mobiliser une enveloppe d'au moins 100 milliards de dollars, ce qui représente le montant le plus important enregistré au cours de l'histoire de l'IDA. C'est l'occasion de démontrer que la solidarité est effectivement essentielle pour le bien de tous et que nous pouvons agir ensemble pour reprendre le chemin de la convergence économique des revenus sur lequel nous étions avant la pandémie, et construire un monde plus sûr et plus prospère, » a déclaré **Alassane Ouattara, le président de la République de Côte d'Ivoire.** « Nous savons que lorsque la Banque mondiale a le soutien de toutes ses parties prenantes, elle a la capacité et la crédibilité nécessaire pour faire la différence. »*

Sur le front de l'emploi, les dirigeants se sont engagés à soutenir le développement du secteur privé, en insistant sur le renforcement de la productivité à travers la généralisation de la numérisation, de la mécanisation et de l'industrie manufacturière en Afrique — y compris pour les vaccins — mais également en améliorant l'accès aux financements et l'environnement des affaires.

En ce qui concerne le capital humain, les dirigeants ont appelé de leurs vœux des systèmes éducatifs favorisant l'acquisition et l'utilisation des compétences nécessaires pour les emplois de demain, ainsi que des systèmes de santé et de prestation de services et des filets sociaux adaptatifs résilients. Enfin, sur le plan de la reprise économique, les Chefs d'État ont souligné leur détermination à soutenir la transformation structurelle et spatiale des économies, à travers une diversification économique accrue et un meilleur développement régional au sein des pays et des régions sur fond de stabilité macroéconomique, en accordant une attention particulière à la soutenabilité de la dette publique, aux enjeux sécuritaires et de maintien de la paix, ainsi qu'au renforcement des capacités d'anticipation afin de protéger les économies et les populations des crises à venir.

Conscients de l'ampleur des volumes de financement nécessaires pour répondre au niveau d'ambition de leur programme de développement, les Chefs d'État ont insisté sur la maximisation indispensable des ressources financières intérieures et extérieures. Observant qu'au cours des cinq prochaines années, les besoins de financement supplémentaires à l'échelle du continent pour lutter contre la pandémie, le changement climatique et accélérer la reprise économique sont estimés à 285 milliards de dollars US, ils ont indiqué que leurs efforts accrus de mobilisation des ressources intérieures ne suffiraient pas. D'où leur appel à une 20^e reconstitution anticipée des ressources de l'IDA d'au moins 100 milliards de dollars US d'ici la fin de l'année 2021, pour concrétiser les aspirations des pays africains.

« Les chefs d'État africains ont abordé aujourd'hui l'impact de cette pandémie sur leurs pays et la nécessité de disposer à l'avenir de financements stables pour réaliser leurs ambitions de développement. L'IDA est un acteur incontournable

pour leur apporter des solutions de financement et de relance », a affirmé **Axel van Trotsenburg, directeur général des opérations de la Banque mondiale**. « Une 20^e reconstitution ambitieuse des ressources de l'IDA viendra aider puissamment les pays à engager une reprise verte et inclusive pour renouer avec les objectifs de 2030. »

Les dirigeants de l'Angola, du Bénin, du Burkina Faso, de la Côte d'Ivoire, du Cameroun, de l'Ethiopie, du Ghana, de la Guinée, de la Guinée Bissau, du Kenya, du Libéria, de Madagascar, de la Mauritanie, du Mozambique, du Niger, du Nigéria, de l'Ouganda, de la République Démocratique du Congo, du Rwanda, du Sénégal, du Soudan, de la Tanzanie et du Togo participaient à ce sommet, aux côtés des responsables des commissions régionales, notamment l'Union Economique et Monétaire Ouest-africaine, la Commission Economique pour l'Afrique de l'Ouest, la Communauté Economique et Monétaire de l'Afrique Centrale et l'Union Africaine. De hauts responsables du Groupe de la Banque mondiale et des représentants des gouvernements donateurs de l'IDA étaient également présents.

À propos de l'Association internationale de développement (IDA)

L'Association internationale de développement (IDA) est l'un des principaux bailleurs de fonds pour la lutte contre l'extrême pauvreté dans les pays les plus pauvres de la planète. Elle accorde des dons et des prêts à taux faible ou nul pour financer des projets et des programmes de nature à stimuler la croissance économique, renforcer la résilience et améliorer le quotidien des plus démunis. Depuis sa création en 1960, l'IDA a fourni près de 422 milliards de dollars pour financer des investissements dans 114 pays. Au sein du Groupe de la Banque mondiale, l'IDA met son expertise internationale au service exclusif de la réduction de la pauvreté et de la promotion d'une prospérité partagée dans les pays les plus pauvres du monde.



19 juillet 2021



Covid-19 en Afrique : l'avancée de l'épidémie

La « troisième vague » de contamination au Covid-19 est bien là et frappe actuellement en priorité le sud de l'Afrique. Quant à la vaccination, elle marque le pas. Les pays riches ont promis de livrer d'importantes quantités de doses d'ici à la fin de l'année, mais le scepticisme et la réticence aux vaccins restent élevés dans beaucoup de régions.

Cette fois plus de doute : la « troisième vague » redoutée est là et les chiffres repartent à la hausse. Aggravée par la dissémination du fameux « variant Delta » initialement identifié en Inde, la contagion touche toutefois le continent de façon très hétérogène. Les chiffres sont ainsi assez inquiétants au Nord, surtout en Egypte et en Tunisie.

La situation au Sahel et en Afrique de l'Ouest est, à l'inverse, beaucoup plus calme, à l'exception du Liberia, de la Sierra Leone et plus récemment du Sénégal où les chiffres de la fin du mois de juin sont préoccupants.

Mais ce sont surtout l'Est et la partie australe du continent qui souffrent actuellement. A l'Afrique du Sud, durement frappée dès le début de la pandémie, viennent s'ajouter le Rwanda, le Kenya, l'Erythrée, la RDC (où les autorités indiquaient le 28 juin que « le nombre de cas actifs depuis les cinq dernières semaines a quintuplé, passant de 2 000 à plus de 10 000 ») et, surtout, un trio particulièrement alarmant composé de l'Ouganda, de la Namibie et de la Zambie, cette dernière ayant atteint le cap des 2000 décès.

Entrepreneur à l'honneur

Le journal des
Archipels
ÉCONOMIE ET ENVIRONNEMENT DANS L'Océan Indien

15 juillet 2021



Erick RAJAONARY

Guanomad exporte ses engrais biologiques dans la région

« Nous avons déniché une nouvelle clientèle à La Réunion à la suite de notre participation à une foire, il y a trois ans », précise Erick Rajaonary PDG de Guanomad. Il est resté optimiste malgré le contexte socioéconomique marqué par la crise du coronavirus, qui lui a fait perdre 40% de parts de marché. Le PDG de Guanomad, Erick Rajaonary, mise toujours sur l'exportation, qui assure 60% de ses ventes, tout en espérant une nouvelle « révolution verte » sur la Grande île pour permettre à sa firme d'optimiser ses potentialités de production.

Guanomad produit des engrais biologiques à base de fiente de chauves-souris depuis quinze ans avec initialement 5 employés. Aujourd'hui, l'entreprise compte une soixantaine d'employés permanents et quelques 200 à 300 saisonniers, avec des clients en Europe (France, Belgique, Pays-Bas, Croatie, Slovénie), aux Etats-Unis, en Afrique de l'Est et à La Réunion.

Le marché régional reste un atout pour Guanomad qui compte exporter 200 tonnes d'engrais à La Réunion cette année, pour quelque 80 000 dollars. « Nous avons déniché une nouvelle clientèle à La Réunion à la suite de notre participation à une foire, il y a trois ans », précise Erick Rajaonary. Au niveau régional tout peut évoluer assez vite, malheureusement en raison de la crise sanitaire les commandes mozambicaines de 700 tonnes d'engrais, équivalent à quelque 350 000 dollars, ont été annulées l'année dernière.

Pour cette année, le PDG table sur une production de 4000 à 7000 tonnes. L'exportation constitue la majeure partie des revenus pour Guanomad. Pour une production de 4000 tonnes, la société pourra en effet espérer un revenu de 1,6 million de dollars. Ce qui est cependant bien en deçà de la capacité de production qui est de 1000 à 1500 tonnes de produits finis par mois, soit plus de 15000 tonnes par an. Si la demande ne faiblit pas en raison de la crise, Guanomad pourra donc maintenir le cap.

Une politique agricole efficace

Le choix de la ville de Tuléar, dans le sud-ouest de Madagascar, pour la mise en place de l'usine de transformation a été lié à la possibilité d'exportation à partir du port local. C'est dans la même région et une autre région contigüe, le Menabe, que sont exploitées également les matières premières, dans une centaine de grottes où vivent les chauves-souris à l'origine du guano transformé par la firme.

Le marché local, qui représente pour le moment 40% des ventes de Guanomad, ne saurait cependant se développer si on n'accorde pas suffisamment d'importance au secteur agricole. « Nous avons à Madagascar des superficies importantes de terrains non encore exploitées, alors que 80% de la population sont des paysans », rappelle Erick Rajaonary, avant de poursuivre qu'une « politique agricole efficace doit être mise en place pour que la situation puisse évoluer ». Vers 2008, à titre d'exemple, la « révolution verte » menée à travers les régions agricoles du pays a permis à Guanomad d'atteindre une production de 13000 tonnes en une année.

La marge de progression est importante quand on sait que le recours aux engrais est encore assez limité sur la Grande île par rapport à d'autres pays : on parle d'environ 200 kilos à l'hectare pour des pays de la l'Union Européenne, ou encore de 50 kilos à l'hectare pour l'Afrique du Sud, contre 5 kilos seulement pour Madagascar.

Engagements environnementaux



L'exploitation des engrais biologiques à base de guano doit toutefois être menée de manière raisonnable pour s'assurer de la pérennité de la production. D'autant qu'une minéralisation de 15 à 20 ans est nécessaire pour certaines matières qui se mélangent aux fientes de chauves-souris pour obtenir le guano.

Ainsi, l'exploitation du guano ne peut pas s'effectuer pendant la période de l'hibernation. Une campagne de sensibilisation a été menée également auprès des populations locales qui ont, à un certain temps, chassé les chauves-souris pour les consommer. « Leur pratique de chasse permet de tuer en une heure une centaine de chauves-souris », précise le PDG de Guanomad.

La société dispose déjà depuis dix ans d'un cahier de charges environnementales. Cela inclut notamment l'interdiction d'utilisation de machines dans les grottes, ainsi que l'obligation de restauration de la zone d'exploitation du guano. Les actions menées au cours des dernières années ont permis la disponibilité continue des matières premières. « Des grottes exploitées en 2008 ont pu ainsi régénérer du guano en 2018 », spécifie Erick Rajaonary.

Liva Rakotondrasata

LINKEDIN

Installée à Antananarivo, capitale de Madagascar, GUANOMAD se spécialise essentiellement dans la production et la fourniture locale et l'exportation (vers l'Europe, l'Amérique, l'Asie, l'Afrique...) d'engrais naturels et de fertilisants organiques utilisables en agriculture biologique.

En 2005, Erick RAJAONARY, expert-comptable de formation, a fondé GUANOMAD, avec l'intime conviction que le Bat Guano deviendra l'engrais de référence à Madagascar.

GUANO (provenant de Quechua Wanu), c'est le nom donné aux fientes d'oiseaux marins et de chauve-souris. Le Guano peut être utilisé en tant qu'engrais très efficace, en vertu de sa grande concentration en composés nitrés. Les sols manquant de matières organiques pouvant alors être rendus bien plus productifs. De par ses vertus fertilisantes longtemps décelées par les péruviens et les chiliens, le Guano est actuellement l'un des meilleurs fertilisants naturels découverts jusqu'ici.

Pour une même quantité, le Bat Guano contient 10 fois plus d'azote, et jusqu'à 40 fois plus de phosphore que le fumier de bœuf.

Nos engrais sont purs et ne contiennent aucun additif chimique. Ils conviennent parfaitement aux exigences de l'agriculture biologique.

Nos Guanos ont obtenu une attestation de conformité d'intrants délivrés par ECOCERT

REVUE DE PRESSE REGIONALE éditée par le Bureau du CARREFOUR des ENTREPRENEURS de l'OCEAN INDIEN

Les membres fondateurs du C.E.O.I.					Les administrateurs en charge des provinces de Madagascar				Les administrateurs en charge des États et Union d'États de l'Océan Indien					
RAOUL DESPLANGES Président	FIA RAHELIMANTONA Vice-Présidente	GILBERT RASIM Trésorier	RAOUL RAJONJON Conseiller	GILBERT SARET Secrétaire	[Name] [Titre]	[Name] [Titre]	[Name] [Titre]	[Name] [Titre]	[Name] [Titre]	[Name] [Titre]	[Name] [Titre]	[Name] [Titre]	[Name] [Titre]	[Name] [Titre]

SEUL on va parfois plus vite ; ENSEMBLE on va souvent plus loin